

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAURE COLLECTE D HUILES

ZONE D ACTIVITE LA NOYEREE III
38200 Luzinay

Références : 2024-Is070TN2
Code AIOT : 0006107997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2024 dans l'établissement FAURE COLLECTE D'HUILES implanté ZONE ARTISANALE LA NOYEREE 38200 Luzinay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection ; elle a porté sur la situation administrative du site, les suites données aux demandes d'actions correctives adressées à l'exploitant dans le rapport d'inspection du 5 janvier 2024 et les modalités d'exploitation des cuves.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURE COLLECTE D'HUILES
- ZONE ARTISANALE LA NOYEREE 38200 Luzinay
- Code AIOT : 0006107997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'installation est un site de regroupement d'huiles usagées équipé de 6 cuves où les huiles collectées sont entreposées avant d'être évacuées pour être valorisées ou éliminées. Le site est autorisé à regrouper jusqu'à 6000 tonnes d'huiles par an et compte tenu de son niveau d'activité, le site est soumis à la directive européenne sur les émissions industrielles, dite "directive IED", au titre de la rubrique n°3510.

L'installation est aussi régie par des décisions préfectorales et notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/02/2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suite d'inspection 2023	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2	Demande d'action corrective	12 mois
7	Prévention du risque de dispersion des liquides	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.2	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 1	Sans objet
2	Suites d'inspection 2023	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1	Sans objet
3	Suites d'inspection 2023	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1	Modification de prescriptions
5	Modalités de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article e du I de l'annexe 3.1	Sans objet
6	Entreposage d'huiles usagées, généralités	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté deux non conformités, une première sur le déploiement du SME et la seconde à propos des équipements de suivi du niveau des cuves.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 1, annexe 1
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée :
ARTICLE 1er -La Société FAURE Collecte d'Huiles (siège social : 24, rue de la Mouche-69540 IRIGNY) est autorisée à exploiter une station de transit de déchets industriels (huiles usagées)

d'une capacité de stockage de 510m³ située sur la commune de LUZINAY, dans la zone artisanale « La Noyerée ».

La présente autorisation est accordée suivant les conditions définies dans le dossier de demande d'autorisation précédemment déposé et sous réserve du strict respect des prescriptions particulières d'exploitation qui sont celles annexées au présent arrêté.

ANNEXE 1

Désignation des installations	Quantité	Rubrique de la nomenclature
Station de transit de déchets industriels Déchets : huiles usagées	6000 t/an capacité de stockage :510m³	167-A

Constats :

Le site exerce une activité de regroupement d'huiles usagées qui sont stockées sur site dans 6 cuves d'une capacité de stockage autorisée cumulée de 510 m³.

Cette activité a été autorisée sous l'ancienne rubrique ICPE 167-A, qui a été supprimée et remplacée. L'installation est soumise à deux rubriques ICPE relevant du régime de l'autorisation pour cette même activité de regroupement de déchets dangereux. Elle est soumise à la rubrique n°2718 et à la rubrique IED n°3510 qui vise les installations de traitement de déchets dangereux présentant une capacité de plus de 10 tonnes par jour. Le site est soumis à la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

Au 1^{er} trimestre 2024, le site a regroupé 1325 tonnes d'huiles, ce qui équivaut à 5 300 tonnes de déchets regroupés sur une année. En 2023, le site a regroupé 4 756 tonnes de déchets.

La capacité de 6 000 tonnes par an mentionnée dans l'arrêté d'autorisation est respectée mais compte tenu de l'évolution de la nomenclature des ICPE le tableau actualisé des rubriques du site est le suivant :

Rubrique de la nomenclature	Désignation des installations	Quantité	Régime en vigueur
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de	Capacité de traitement : 6 000 t/an 40 t/j Capacité de stockage : 510 m ³ soit 460 tonnes	A

	<p>déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>		
3510	<p>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - traitement physico-chimique - <u>mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</u> - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des 	<p>Capacité de traitement : 6 000 t/an 40 t/j</p> <p>Capacité de stockage : 510 m³ soit 460 tonnes</p>	A

	solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage		
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Suites d'inspection 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <p>Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité Prévention de la corrosion Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses Humidification Maintenance Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'inspection du 5 janvier 2024 adressait la demande d'action corrective à l'exploitant :</p> <p><i>sous un mois, que l'exploitant tienne à la disposition de l'inspection des installations classées un document justifiant en quoi la MTD précitée est respectée (mise en œuvre d'au moins deux des techniques listées dans la MTD au sein de l'établissement).</i></p>

L'exploitant a fourni à l'inspection un rapport présentant les réponses données aux trois demandes d'actions correctives adressées dans le rapport d'inspection du 5 janvier 2024. A propos de celle-ci, l'exploitant a formalisé la mise en place de deux MTD listées au VI de l'annexe 3.1 de l'arrêté du 17/12/2019 :

- Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses,
- Prévention de la corrosion.

L'exploitant précise dans ce rapport la mise en œuvre de ces MTD en précisant les techniques employées.

La réduction au minimum du nombre de sources potentielles d'émissions diffuses est permise par une conception de tuyauterie limitant les points de fuite (conduite soudée sans bride) et le dépotage des camions est gravitaire. La prévention de la corrosion est permise par un choix approprié des matériaux des citernes (en acier, l'exploitant indique qu'il s'agit de la matière qui vieillit le mieux en présence d'huiles usagées et c'est ce qui lui vaut son utilisation dans le domaine de l'automobile) et ces dernières se situent dans un milieu aéré et sec.

Les deux MTD sont donc bien mises en place et leur mise en œuvre est formalisée dans le rapport susmentionné du 30/10/2024 adressé à l'inspection.

L'inspection a également constaté dans le dossier de réexamen du site qu'aucune source d'émission atmosphérique n'a été recensée sur le site à l'exception des véhicules circulant sur le site. D'après le dossier, des mesures sur les effluents gazeux avaient été réalisées pour les COV au niveau des événements des cuves sans que ces derniers ne soient détectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suites d'inspection 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets

Prescription contrôlée :

X. - Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

Constats :

Le rapport d'inspection du 5 janvier 2024 adressait la demande d'action corrective à l'exploitant :

Il conviendra, sous 1 mois, de respecter la périodicité minimale de surveillance des rejets aqueux rappelée ci-avant pour les MES et la DCO.

La surveillance des paramètres PFOA et PFOS est traitée au point de contrôle ad hoc ci-après.

Cette surveillance est applicable aux eaux industrielles résiduelles du site. L'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation précise que les eaux industrielles du site correspondent aux eaux de lavage des camions, des aires de circulation et de l'aire de dépotage.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il réaliserait ce contrôle une fois par an plutôt que tous les cinq ans.

L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport d'analyse réalisé par un organisme accrédité, identifiant les eaux de rejets de l'installation comme des eaux pluviales. Le rapport lui a été transmis le 3 mai 2024 et montre le respect des valeurs limites prescrites par son arrêté préfectoral. Ce dernier ne présente pas d'analyse du COT, des PFOA et des PFOS.

L'exploitant avait demandé à l'inspection d'être exempté de la surveillance prescrite par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, par un courrier du 17/06/2024, en indiquant que le site ne produisait pas d'eau de process et que le seul rejet était constitué des eaux de voiries.

L'inspection avait validé la demande de l'exploitant.

Considérant que dans le cadre de cet échange, l'exploitant a confirmé ne pas rejeter d'eaux de process (industrielles) mais des eaux de voiries traitées par un séparateur hydrocarbure avant leur rejet du site, un projet de modification des prescriptions sera prochainement proposé afin de mettre à jour les conditions de rejets aqueux : interdiction des rejets industriels, interdiction de tout lavage sur site, mise à jour des valeurs limites et fréquence de surveillance.

Type de suites proposées : modification de prescriptions à venir

N° 4 : Suite d'inspection 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2
Thème(s) : Mise en place d'un SME
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction. <p>[...]</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'inspection du 5 janvier 2024 adressait la demande d'action corrective à l'exploitant :</p> <p><i>Il conviendra, sous 6 mois, que la direction réalise une revue formalisée du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, et identifie au plus tard à cette occasion une périodicité de revue appropriée du SME, afin de respecter les dispositions précitées.</i></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que dans le contexte d'intégration de Faure Collecte d'Huile dans le groupe SARPI, le même SME du groupe serait déployé à la filiale Faure Collecte d'Huile. L'objectif est donc d'obtenir la certification ISO 9001 et ISO 14001.</p> <p>Ces éléments sont justifiés dans un courrier du 26 avril 2024 de la filiale du groupe SARPI, Sevia, adressé à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a pris note de l'engagement de l'exploitant à mettre en place un SME et il est demandé à l'exploitant de poursuivre la mise en place du SME identifié suivant un délai de 12 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 5 : Modalités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, point e du I de l'annexe 3.1
Thème(s) : Autre, Modalités de stockage
Prescription contrôlée :

e	Capacité de stockage appropriée	Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
---	---------------------------------	---

Constats :

L'exploitant dispose de 6 cuves où sont regroupées et entreposées les huiles usagées apportées par camion citerne. Les 6 cuves ont des capacités de stockage différentes allant de 69,0 m³ à 85,9 m³ pour une capacité totale cumulée de 482,4 m³ comme en atteste le rapport de contrôle quinquennal de l'étanchéité des cuves du 17 août 2023.

L'exploitant connaît le volume d'huiles usagées contenu dans ses différentes cuves, il est renseigné dans son logiciel métier. Le volume est mesuré en additionnant le volume des lots d'huile déversés dans les cuves. L'exploitant peut mesurer le volume d'huiles stockées à l'aide d'un mètre et d'abaques.

Les cuves ne sont remplies qu'à la moitié de leur capacité avant d'être vidées, pour une question de maîtrise de la teneur en eau.

Le temps de séjour maximal des huiles usagées est défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, il est de 45 jours. L'inspection a vérifié le respect de cette durée limite sur l'année 2023 à l'aide des données issues du logiciel métier de l'exploitant. Ce délai maximal est également respecté sur le premier trimestre de 2024 (durée moyenne de stockage de 8,05 jours et maximale de 22 jours).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entreposage d'huiles usagées, généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.1

Thème(s) : Autre, Entreposage d'huiles usagées

Prescription contrôlée :

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999).

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination) et autorisés.

Le stockage d'huiles contaminées par des PCB est interdit.

Constats :

Les huiles usagées font l'objet d'une filière de responsabilité élargie au producteur (REP). Dans ce cadre-là, l'exploitant se voit imposer un objectif de valorisation des huiles usagées par l'éco-organisme Cyclevia. L'exploitant doit privilégier la régénération des huiles usagées en les envoyant dans un centre de traitement agréé (chez Eco-Huile précisément, avec qui l'exploitant a un contrat et comme en atteste les données issues de Trackdéchets que l'inspection a consulté sur la période septembre-octobre 2024). Lorsque les huiles ne sont pas envoyées vers ces centres de traitements, elles sont **envoyées chez des cimentiers** où elles sont utilisées comme combustible.

Les données issues de Trackdéchets, consultées par l'inspection, portant sur les expéditions de déchets dangereux de l'exploitant sur la période septembre-octobre 2024 mentionnent le numéro de récépissé du transporteur chargé de l'évacuation des huiles usagées du site.

Les détenteurs susmentionnés à qui sont remis les huiles usagées sont autorisés à transporter ou traiter ces dernières.

L'ensemble des clients de l'exploitant auprès desquels il collecte des huiles usagées voient leurs lots d'huiles usagées faire l'objet d'un prélèvement. L'ensemble des échantillons sont conservés jusqu'à la régénération ou valorisation énergétique des huiles usagées. Préalablement à cette ultime étape, chaque citerne où sont regroupées les huiles usagées collectées fait l'objet d'un prélèvement préalablement à son évacuation. L'échantillon prélevé est analysé et fait l'objet d'une mesure du PCB, ainsi que d'autres paramètres (teneur en eau, Chlore, certains éléments métalliques). L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers résultats d'analyses d'échantillons dont il dispose (analyses des cuves n°2 et 4) et qui attestent de l'absence de PCB dans les cuves testées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention du risque de dispersion des liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.2

Thème(s) : Autre, Entreposage d'huiles usagées

Prescription contrôlée :

Le stockage des différentes huiles sera limité à 45 jours. La fréquence de vidange des cuves est mensuelle.

Une procédure de contrôle des cuves sera instaurée tous les six mois afin de définir leur état d'usure et les travaux compensatoires à envisager.

Les cuves seront régulièrement débarrassées des dépôts.

Il sera fait appel à une société spécialisée pour les opérations de maintenance annuelle des cuves.

Une jauge sera installée sur chaque cuve de stockage ainsi qu'une alarme de niveau haut.

Des contrôles d'étanchéité et d'épaisseurs des cuves et des canalisations, seront effectués tous les

cinq ans par des entreprises spécialisées.

Constats :

L'inspection a vérifié le respect de la durée maximale de stockage de 45 jours sur l'année 2023 à l'aide des données issues du logiciel métier de l'exploitant. Ce délai maximal est également respecté sur le premier trimestre de 2024 (durée moyenne de stockage de 8,05 jours et maximale de 22 jours).

L'exploitant a présenté à l'inspection un tableau récapitulant les contrôles visuels semestriels qui sont réalisés sur les cuves. Le tableau indique les dates effectives de ces contrôles, les dates projetées des futurs contrôles et le résultat de ces contrôles. Le dernier contrôle semestriel réalisé date du 25/10/2024 et l'ensemble des contrôles réalisés indique que rien n'est à signaler. Ces contrôles sont soit réalisés par l'exploitant lui même, soit par une entreprise tierce lorsque l'opportunité se présente (le tableau précise dans ce cas l'identité de l'entreprise).

L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport du contrôle quinquennal de l'étanchéité et de l'épaisseur des cuves rédigé par un tiers et édité le 17 août 2023. L'épaisseur des cuves a été évaluée en différents points suivant un maillage représentatif et en recourant à des mesures par ultrasons. Le rapport compare les résultats avec ceux du dernier examen quinquennal et conclut à l'absence de pertes d'épaisseurs significatives.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la conception et l'installation des cuves évitait la formation de dépôts. Les cuves sont légèrement inclinées et leur évacuation se fait par le point bas, permettant d'évacuer les éventuels dépôts à chaque évacuation des cuves. L'exploitant a mesuré le niveau d'une cuve réputée vide pour montrer l'absence de dépôts, à l'aide d'un mètre. La mesure montre qu'il n'y a pas de résidus solides en fond de cuve car la mesure réalisée correspond à la hauteur connue de la cuve. En revanche l'extrémité du mètre est recouverte d'huile sur quelques centimètres, indiquant un dépôt liquide en fond de cuve.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il n'y avait pas d'opérations de maintenance annuelles particulière sur les cuves et en particulier concernant leur curage ou leur nettoyage.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que des jauges pneumatiques équipaient ses cuves ; elles ont été arrachées lors des opérations de dépotage et il ne les a pas fait réparer. L'exploitant a indiqué à l'inspection que dans le contexte de l'intégration de Faure Collecte d'Huile dans le groupe SARPI, il était prévu d'équiper le site de nouvelles jauges plongeantes d'ici le début de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant installera sur chacune de ses cuves une jauge et une alarme de niveau haut dans un délai de 4 mois.

L'exploitant se mettra en conformité vis-à-vis de son obligation de réaliser une opération de maintenance annuelle des cuves par une entreprise spécialisée dans un délai de 4 mois.

Il est rappelé à l'exploitant que son site est soumis à l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de

l'environnement soumises à autorisation et notamment aux dispositions de la section I relative à la prévention des risques liés au vieillissement. Il doit être en mesure de justifier de l'identification des équipements suivis, de leurs modalités de surveillance et de leur maintenance conformément aux exigences de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois